


COMMISSION EUROPÉENNE
 DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMMUNICATION

 Représentations de la Commission européenne
Représentation en France
ANNEXE IV DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER
Appel d'offres n° PO/2016-09/PAR
Partie A: Liste de contrôle des documents à fournir avec l'offre:

Ce formulaire doit être rempli par le soumissionnaire en suivant les instructions détaillées figurant aux points concernés du cahier des charges (annexe I de l'invitation à soumissionner).

Sauf mention contraire, chacune des cases sous «Référence aux documents de l'offre» doit indiquer le numéro du document correspondant ou la page où il se trouve dans le dossier de l'offre.

– Offre technique

	Description
A.1	Offre technique, voir point 6 du cahier des charges.

– Offre financière

	Description
A.2	Offre financière (annexe V), voir point 7 du cahier des charges.

– Identité du soumissionnaire

		Référence du document dans l'offre
A.3	Formulaire d'identification: Nom ou raison sociale du soumissionnaire ou des chefs de groupe et des membres du groupe: Adresse officielle du soumissionnaire: Téléphone: Fax: Courrier électronique:	Veuillez indiquer l'information demandée ci-contre (uniquement pour cette rubrique)
	Pour les <u>offres conjointes</u> : Un document indiquant clairement la composition et la structure du groupement ou de l'entité assimilée (société, association à caractère temporaire, etc.), ainsi que la forme juridique que revêtira leur coopération s'ils remportent le marché et si la modification de leur forme juridique devient nécessaire pour la bonne exécution du marché ou si la législation nationale l'exige.	Voir doc. n° à la page
A.4	Adresse administrative habituelle (si différente de l'adresse officielle) du soumissionnaire ou du chef de groupe et des membres du groupe en cas d'offre conjointe.	Voir doc. n° à la page
A.5	Personne de contact pour cet appel d'offres: Nom: Prénom: Fonction: Téléphone: Fax: Courrier électronique: Adresse:	Veuillez indiquer l'information demandée ci-contre (uniquement pour cette rubrique)
A.6	Organigramme	Voir doc. n° à la page
A.7	Coordonnées du représentant légal appelé à signer le contrat et certificat délivré par la société signataire ou extrait des statuts et/ou du registre de commerce. Coordonnées du chef de groupe et du représentant légal appelé à représenter le groupement et à signer le contrat au nom des membres du groupe (le cas échéant). Il convient également de fournir une procuration signée par le représentant légal de chaque membre du groupe, ainsi qu'un engagement de chacun à exécuter les services	Voir doc. n° à la page

	demandés dans l'offre et indiquant clairement son rôle, ses qualifications et son expérience.	
A.8	<p><u>Sous-traitance</u>: Un document dûment daté et signé par le soumissionnaire indiquant clairement l'identité, les rôles, les activités et les responsabilités de chaque sous-traitant, ainsi que la proportion (en pourcentage de la valeur du marché) des tâches de chacun d'eux.</p> <p>Une déclaration d'intention de chaque sous-traitant identifié dans l'offre, affirmant sans équivoque son intention de collaborer avec le soumissionnaire si celui-ci remporte le marché et indiquant l'ampleur des moyens qu'il mettra à la disposition du soumissionnaire pour l'exécution du contrat.</p> <p><u>Si le soumissionnaire ne prévoit aucune sous-traitance</u>:</p> <p>Un document certifiant que le soumissionnaire ne compte pas faire appel à des sous-traitants et qu'il informera la Commission de tout changement dans cette situation devra être remis. La Commission se réserve le droit d'apprécier si un tel changement est acceptable.</p>	Voir doc. n° à la page

-

Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection

	Éléments de preuve	Point	Soumissionnaire principal ou chef du groupe en cas d'offre conjointe	Tous les partenaires de l'offre conjointe	Sous-traitant	Page n°
A.9	Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection (annexe III), dûment complétée, datée et signée, contenant les pièces justificatives pour les sections 1 à 5, le cas échéant.	8	X	Le cas échéant	X si >30%	Voir doc. n° à la page

Pour des fins statistiques, veuillez indiquer si votre entreprise est une PME:

La Recommandation 2003/361/EC de la Commission définit les PME en tant qu'entreprises dont

- l'effectif est inférieur à 250 personnes
- le chiffre d'affaires est de maximum 50 millions euros.

	OUI	NON
Soumissionnaire unique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les offres conjointes, veuillez confirmer le statut de tous les partenaires.	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> ...	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> ...

Partie B: Documents qu'il n'est pas nécessaire de présenter avec l'offre mais qui doivent être prêts à être présentés sans délai, sur demande du pouvoir adjudicateur

- Capacité légale et réglementaire:

	Éléments de preuve:	Point	Soumissionnaire principal ou chef de groupe en cas d'offre conjointe	Tous les partenaires de l'offre conjointe	Sous-traitant
B.1	Le formulaire «Entité légale» (FEL), dûment complété, daté et signé par le soumissionnaire, accompagné des annexes requises. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/financial_id/financial_id_fr.cfm	8.2a	X	Le cas échéant	Sans objet
B.2	Le formulaire «Compte bancaire» (FCB), dûment complété, daté et signé par le soumissionnaire, accompagné des annexes requises. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/financial_id/financial_id_fr.cfm	8.2a	X	Sans objet	Sans objet

- Capacité économique et financière:

	La preuve de la capacité économique et financière doit être apportée au moyen des documents suivants:	Point	Soumissionnaire principal ou chef de groupe de l'offre conjointe	Tous les partenaires de l'offre conjointe	Sous-traitant
B.3	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des deux derniers exercices, avec un minimum de 300.000,00 € par an.	8.2b	Elle peut reprendre le chiffre d'affaires global des partenaires en cas d'offre conjointe ou offre avec sous-traitance		
B.4	les bilans ou extraits de bilans des deux derniers exercices clos, si la publication des bilans est prescrite par le droit des sociétés du pays où l'opérateur économique est établi.	8.2b	X	Le cas échéant	si >30%

- Capacité technique:

	Le soumissionnaire doit démontrer de manière convaincante qu'il a la capacité nécessaire pour entreprendre les tâches requises en fournissant les éléments suivants:	Point	Soumissionnaire principal ou chef du groupe de l'offre conjointe	Tous les partenaires de l'offre conjointe	Sous-traitant
B.5	<p>Critère n° 1: Expérience professionnelle pour des services analogues.</p> <p><u>EXIGENCES MINIMALES:</u></p> <p>Le soumissionnaire doit prouver son expertise reconnue dans le métier spécifique du conseil en relations médias et de l'influence dans le secteur institutionnel (public et/ou parapublic)</p> <p><u>ÉLÉMENTS DE PREUVE:</u></p> <p>Le soumissionnaire doit fournir au moins deux exemples des projets récents en matière de relations médias (action ponctuelle ou campagne RP), qu'il a réalisés pour le compte de client(s) du secteur institutionnel (public ou parapublic), démontrant sa capacité à mener à bien des projets d'envergure similaire dans ledit domaine. Les exemples devront être présentés sur support libre, intégrant notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Une brève description du contexte o Un résumé du dispositif recommandé et du plan d'action déployé o Un résumé des ressources humaines affectées au projet o Un bilan synthétique des résultats obtenus o Une courte synthèse des difficultés rencontrées 	8.2	X	Le cas échéant	si >30%
B.6	<p>Critère n° 2: Ressources humaines nécessaires pour exécuter le marché en France, conformément aux bonnes pratiques professionnelles.</p> <p><u>EXIGENCES MINIMALES:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Excellentes connaissances du fonctionnement des institutions européennes et du milieu européen (médias, associations, think tank etc) français et • Compréhension au moins passive de l'anglais oral et écrit et • Une expérience d'au moins 5 années dans la pratique des relations médias, avec idéalement une ressource dédiée aux relations avec les médias audio-visuels. <p>Au minimum, l'équipe en charge du projet sera constituée des profils chargés des fonctions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consultant senior ou Directeur de clientèle, chargé(e) de pilotage quotidien de la relation client, de la coordination et gestion de l'équipe de consultants, de l'établissement des mémos stratégiques et des plans d'action (force de proposition), de la participation aux réunions COPIL. • Consultant(s) RP/influence et/ou dédié(e)(s) aux médias audiovisuels, chargé(e)(s) de la rédaction des communiqués / dossiers de presse, de la conception des fichiers presse et fiches journalistes, de l'identification ou éveil des opportunités de prise de parole, de l'organisation des conférences de presse (recherche de lieux, logistique) et l'accompagnement des speakers si nécessaire; assurer le contact journalistes / influenceurs et les relances; tenir un reporting, créer des press books, etc.; assurer une veille média et institutionnelle. • Directeur/Directrice conseil, chargé(e) des tâches suivantes : accompagner le lancement de la collaboration; intervenir en conseil stratégique sur des campagnes et événements clés, ou sur des sujets sensibles/ gestion de crise; participer aux réunions COPIL <p><u>ÉLÉMENTS DE PREUVE:</u></p> <p>le soumissionnaire précisera le niveau d'étude et les qualifications des personnes responsables de la prestation des services demandés dans le cadre du présent appel d'offres (CV), ainsi que du personnel de gestion. Chaque CV joint doit mentionner la fonction envisagée aux fins de la prestation des services et indiquer le niveau de langue de la personne (voir https://europass.cedefop.europa.eu/fr/resources/european-language-levels-cefr)</p>	8.2	X	Le cas échéant	si >30%

B.7	<p>Critère n° 3: Ressources techniques nécessaires pour exécuter le marché, conformément aux bonnes pratiques professionnelles</p> <p><u>EXIGENCES MINIMALES:</u></p> <p>L'infrastructure nécessaire au bon fonctionnement d'une agence de presse</p> <p><u>ÉLEMENTS DE PREUVE:</u></p> <p>Le soumissionnaire fournira une description détaillée de l'agence.</p>	8.2	X	Le cas échéant	si >30%
-----	--	-----	---	----------------	---------